

Juin 2017

DIECCTE Martinique,
Service Etudes, Statistique
et Evaluation (SESE)

L'intérim en Martinique en 2016

En 2016, l'intérim a connu en Martinique une forte progression de son activité (+58,4%) à 1 309 Equivalent Emploi Temps Plein (EETP) après une hausse déjà enregistrée en 2015 (+5,0%). Le nombre de contrats signés dans l'année a augmenté plus fortement que le volume d'activité (43 723 contrats, +80,4%). L'intérim (en EETP) progresse aussi dans les autres départements des Antilles-Guyane en 2016. La Réunion se singularise par une baisse de l'activité dans intérim en 2016 (-6,9%) après -15,1% en 2015. L'évolution globale des Drom⁽¹⁾ est ainsi nettement positive en 2016 (+21,6%) malgré le recul réunionnais, contrairement à 2015. Les entreprises martiniquaises ont cependant moins recours à l'intérim que les entreprises de France hexagonale. Au niveau national, l'activité intérimaire est comme aux Antilles-Guyane en hausse (+8,8%). La durée moyenne des missions achevées est en baisse en Martinique (1,6 semaine) et est plus faible qu'au niveau national.

(1) hors Mayotte

L'intérim reste peu fréquent en Martinique et dans les Drom. Les Drom regroupés (hors Mayotte) représentent 0,9% des contrats et du volume total de l'intérim en France en Equivalent emplois temps plein (EETP) en 2015. La Martinique seule ne représente que 0,2% de l'ensemble des contrats signés dans l'intérim, ainsi que de l'équivalent emploi temps plein « France entière ». En comparaison, l'emploi salarié privé de Martinique représente 0,4% de l'emploi salarié privé en France en 2016 (source ACOSS). L'intérim reste donc sous représenté dans l'économie locale, même s'il est en hausse.

Le poids plus faible de l'industrie en Martinique et dans les Drom ne facilite pas l'embauche d'intérimaires. L'industrie englobe 42,9% de l'activité intérimaire en France (en EETP) mais seulement 17,2% en Martinique. Par ailleurs, dans les services, les activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien sont également nettement moins présents, ce qui se traduit aussi par un déficit d'opportunités. La situation s'inverse par contre dans la construction où l'intérim pèse davantage localement (21,7% contre 17,9% au niveau national).

Hausse du nombre de contrats en Martinique

Contrats	2016	Evol 16/15	2015	2014
Martinique	43 723	80,4%	24 234	25 441
Total DROM	164 274	11,1%	147 864	158 146
France entière	17 646 378	1,9%	17 321 454	16 763 972

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte

Concernant les contrats d'intérim signés dans l'année, leur nombre augmente très sensiblement en Martinique (+80,4%), en Guadeloupe (+58,0%), et en Guyane (+32,5%). A la Réunion, le nombre de contrats signés dans l'année diminue (de 24,3%). La hausse s'élève à 11,1% dans l'ensemble des Drom, hors Mayotte.

France entière, le nombre de contrats signés augmente de 1,9%.

Les entreprises de Martinique ont davantage recours à l'intérim en 2016

EETP	2016	Evol 16/15	2015	2014
Martinique	1309	58,4%	826	783
Total DROM	5503	21,6%	4527	4666
France entière	596333	8,8%	547860	520024

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte

En 2016, l'intérim a connu en Martinique une hausse de l'activité en Equivalent Emploi Temps Plein (EETP). Celle-ci s'établit à 1 309 EETP, soit +58% sur un an. La hausse de l'activité fait suite à une augmentation en 2015 (+5%). L'activité en EETP augmente aussi en Guadeloupe (+33,1%) et en Guyane (+48,0%) alors qu'à la Réunion, elle diminue sur un an (-6,9%) mais moins qu'en 2015 (-15,1%). Globalement, l'activité est en hausse dans les Drom de 21,6% (hors Mayotte) comme au niveau national (+8,8%).

Faible taux de recours à l'intérim outre-mer

Taux de recours	2015	2014	2013	2012
Martinique	1,7%	1,1%	1,1%	1,3%
Total DROM	1,4%	1,5%	1,4%	1,4%
France entière	3,1%	2,9%	2,9%	3,0%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte

Le taux de recours à l'emploi intérimaire, rapport entre le volume d'emplois intérimaires (en EETP) à l'effectif salarié du secteur privé atteint 1,7 % en Martinique en 2016. Il est en hausse notable.

Sur l'ensemble des Drom (hors Mayotte), le taux de recours vaut 1,7%, soit la moitié du taux de recours national (3,1%). La Guyane affiche un taux de 3,1%, la Réunion 1,3%.

Le commerce concentre 46,1% des contrats en Martinique

Contrats 2016	Martinique	Total Drom	France entière
AZ : Agriculture	0,2%	0,3%	0,5%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	7,5%	8,0%	12,5%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,0%	0,0%	0,0%
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,1%	0,6%	2,5%
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,0%	0,1%	2,0%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	4,0%	5,2%	15,1%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1,1%	6,4%	4,0%
FZ : Construction	9,2%	12,6%	11,5%
GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	46,1%	36,5%	12,3%
HZ : Transports et entreposage	4,6%	10,4%	15,7%
IZ : Hébergement et restauration	5,7%	6,3%	5,8%
JZ : Information et communication	0,8%	1,5%	0,6%
KZ : Activités financières et d'assurance	2,0%	1,0%	0,8%
LZ : Activités immobilières	1,4%	0,5%	0,3%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14,1%	7,8%	9,1%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2,5%	1,5%	5,2%
RU : Autres activités de services	0,6%	1,4%	2,0%
Ensemble des secteurs	100,0%	100,0%	100,0%
Agriculture	0,2%	512	94 380
Industrie	12,8%	33 212	6 380 626
Construction	9,2%	20 632	2 028 112
Commerce	46,1%	59 979	2 168 420
Services	31,7%	49 939	6 974 840
Ensemble des secteurs	100,0%	164 274	17 646 378

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte

Construction, commerce et services pèsent 80% de l'emploi intérimaire en Martinique

Le tertiaire et la construction accaparent l'essentiel de l'intérim en Martinique. En 2016, les principaux secteurs employeurs d'intérimaires sont le commerce et la réparation automobile (30,6%) , la construction (21,7%) et les activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien (12,8%) . La hausse importante en 2016 du volume d'emploi intérimaire en Martinique (passant de 826 à 1 309 EETP) est le résultat d'évolutions plus ou moins fortes dans les différents secteurs d'activité.

EETP 2016	Martinique	Total Drom	France entière
AZ : Agriculture	0,2%	0,3%	0,5%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	5,9%	5,3%	8,1%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,1%	0,0%	0,1%
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,1%	0,8%	5,4%
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,0%	0,1%	6,9%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	6,9%	9,4%	19,4%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	4,2%	5,1%	3,1%
FZ : Construction	21,7%	31,4%	17,9%
GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	30,6%	22,9%	10,0%
HZ : Transports et entreposage	4,2%	7,5%	12,9%
IJ : Hébergement et restauration	2,6%	3,0%	1,9%
JZ : Information et communication	1,2%	1,7%	1,0%
KZ : Activités financières et d'assurance	2,2%	1,5%	1,7%
LZ : Activités immobilières	1,8%	1,0%	0,4%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	12,8%	6,9%	7,9%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	4,6%	2,3%	2,1%
RU : Autres activités de services	0,8%	0,8%	1,1%
Ensemble des secteurs	100,0%	100,0%	100,0%
Agriculture	0,2%	15	2 935
Industrie	17,2%	1 139	255 857
Construction	21,7%	1 728	106 855
Commerce	30,6%	1 262	59 672
Services	30,3%	1 360	171 015
Ensemble des secteurs	100,0%	5 503	596 333

.Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, durée en semaine

Commerce, Services et Industrie sont en hausse

Martinique	var 16/15 EETP	var 16/15 contrats
Agriculture	-45,7%	-60,3%
Industrie	21,9%	20,3%
Construction	-18,7%	4,7%
Commerce	195,8%	184,8%
Services	15,4%	27,4%
Ensemble	58,4%	80,4%

Le commerce est en forte progression

Toutes les activités de service contribuent à la croissance de l'ensemble, avec plus ou moins de dynamisme selon l'activité. Dans la construction, l'activité intérimaire diminue (-18,7%). L'activité intérimaire n'est pas significative dans l'agriculture.

Source Dares, traitement service ESE

Diminution de la durée des missions achevées en Martinique en 2016

Durée moyenne 2016 (durée en semaine)	Total		
	Martinique	Drom	France entière
AZ : Agriculture	1,4	1,5	1,6
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base	1,2	1,1	1,2
C2 : Cokéfaction et raffinage	5,5	2,4	4,3
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ;	4,2	2,5	3,9
C4 : Fabrication de matériels de transport	23,4	3,0	5,9
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	2,7	3,2	2,3
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	6,3	1,5	1,4
FZ : Construction	3,9	4,4	2,7
GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	1,1	1,1	1,4
HZ : Transports et entreposage	1,3	1,2	1,5
IZ : Hébergement et restauration	0,8	0,8	0,6
JZ : Information et communication	2,7	2,0	2,8
KZ : Activités financières et d'assurance	1,7	2,6	3,6
LZ : Activités immobilières	2,2	3,3	2,0
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de sou-	1,4	1,6	1,5
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action so-	2,9	2,6	0,7
RU : Autres activités de services	2,1	1,0	0,9
Ensemble des secteurs	1,6	1,7	1,8
Agriculture	1,4	1,5	1,6
Industrie	2,2	1,8	2,1
Construction	3,9	4,4	2,7
Commerce	1,1	1,1	1,4
Services	1,2	1,4	1,3
Ensemble des secteurs	1,6	1,7	1,8

Source Dares, traitement service ESE

Durées en baisse en Martinique

La Martinique présente une durée des missions achevées en baisse, passant de 1,9 semaines en 2015 à 1,6 semaine en 2016. Le nombre de missions a fortement augmenté dans l'année (+80,4%) alors que l'activité en Equivalent Emploi Temps Plein a connu une progression moindre (+58,4%). La durée moyenne des missions s'établit à 1,7 semaine en 2016 dans les Drom et reste stable par rapport à 2015. La durée moyenne des missions y est inférieure de 0,1 semaine à celle observée au niveau France entière (1,8 semaine). Au niveau national, la durée moyenne a en effet remonté de +0,1 semaine sur un an.

La durée des missions à 1,6 semaine en Martinique

Durée moyenne	2016	2015
Martinique	1,6	1,9
Total DROM	1,7	1,7
France entière	1,8	1,7

Source Dares, traitement Service ESE, Hors Mayotte, durée en semaine

Dans la construction, les durées de contrat sont plus longues, 3,9 semaines en Martinique et 4,4 semaines dans les Drom en 2016 (4,9 et 4,2 semaines en 2015 respectivement), mais « seulement » 2,7 semaines en « France entière » (2,5 semaines en 2015). Malgré le poids très important de la construction pour l'intérim en Martinique, de nombreux secteurs où les durées de mission sont courtes « tirent vers le bas » la durée moyenne des contrats d'intérim. C'est particulièrement le cas dans le commerce où la durée moyenne des missions ne dépasse pas 1,1 semaine (1,1, semaine en 2015). Ici ou là, quelques activités ont néanmoins des durées plus longues que la moyenne bien que cela n'implique souvent que très peu d'intérimaires. Ce peut être également très changeant d'une année à l'autre compte tenu de la petitesse des effectifs en jeu dans les secteurs d'activités concernés. Quelques secteurs ont des durées plus longues en 2016 : industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution (6,3 semaines), fabrication de

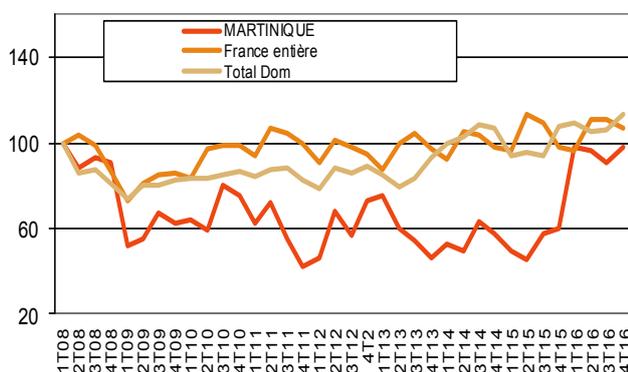
matériel de transport (23,4 semaines).

Evolutions trimestrielles de l'intérim

L'intérim a enregistré en 2007 un niveau record de contrats signés et d'activité en France comme dans les Drom. Ensuite, la situation est devenue très contrastée. L'année 2008 a été le point de départ d'une légère baisse globale de l'activité intérimaire tant au niveau des contrats que de l'emploi EETP, avec des variantes selon les départements. L'année 2009 a été témoin d'un recul bien plus net, surtout au premier trimestre. Depuis ce point bas de début 2009, nombre de contrats signés et volume d'EETP ont tendance à remonter lentement dans les Drom. La Guadeloupe est le département qui a oscillé le plus autour de ses « niveaux » d'avant crise concernant l'activité intérimaire. Depuis mi-2015, l'activité y est même plus intense désormais.

La Guyane est dans une situation assez proche (sursaut d'activité en 2012-2013, tassement de son activité intérimaire à partir de début 2013 mais reprise très nette récente). La Réunion, après un tassement de l'activité intérimaire pendant quelques années, a enregistré entre mi-2013 et début 2015 une remontée significative de son activité intérimaire qui « a dynamisé l'ensemble Drom ». Ce sursaut s'est tassé depuis. A l'inverse des autres Drom, La Martinique n'a pas encore retrouvé ses niveaux d'activité intérimaire d'avant crise et a longtemps éprouvé des difficultés à renouer avec la croissance. L'année 2016 marque peut-être une rupture. Au niveau national, l'activité intérimaire est orientée à la hausse depuis le premier trimestre 2013 et retrouve peu à peu son niveau d'avant crise.

Evolutions trimestrielles du nombre de contrats d'intérim

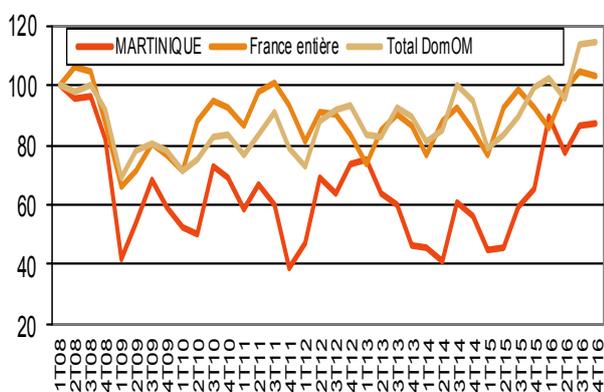


2008-2016 (Séries brutes)

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, base 100 au 1T 2008

L'année 2009 a été particulière de par l'ampleur des chutes conjointes du nombre de contrats d'intérim et du volume d'emploi associé (en EETP), en Martinique et ailleurs. Jusqu'en 2013, la durée moyenne des missions achevées dans l'année était inférieure à deux semaines. « En cause », une évolution forte du nombre de contrats à partir de 2010 qui « se stabilise » à un niveau plus élevé alors que le volume d'heures de travail est resté en deçà en terme d'évolution. En 2016, la durée moyenne des missions achevées reste stable à 1,7 semaine dans les Drom. En Martinique, cette durée a été plus faible entre 2013 et 2015, au-delà de 1,6 semaine. En 2016, la hausse moins rapide de l'activité que du nombre de contrats induit une baisse de la durée moyenne des contrats achevés, passant de 1,9 semaines à 1,6 semaine.

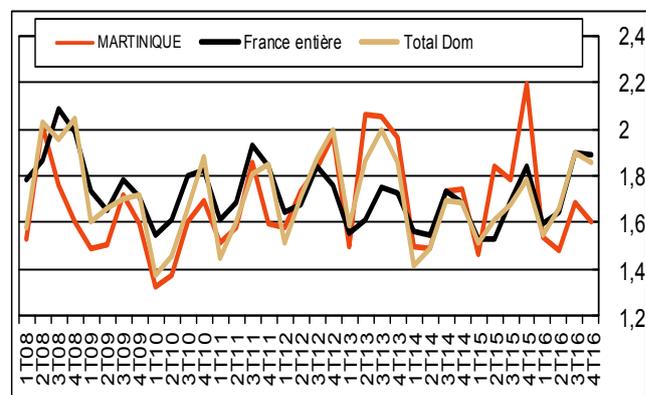
Evolutions trimestrielles du volume d'emploi EETP 2008-2016



Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, base 100 au 1T 2008

Une saisonnalité de la durée des contrats

s'observe au cours des dernières années en Martinique comme dans les autres territoires. Un point bas est généralement atteint au 1^{er} semestre de l'année, un pic de durée suit au second semestre.



Evolutions trimestrielles de la durée moyenne des missions achevées 2008-2016, en semaine

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte,

Remarque : séries brutes (non Corrigées des Variations Saisonnières) illustrant le caractère saisonnier de la durée des contrats d'intérim

Selon la région (Martinique, Drom, France), le phénomène est plus ou moins régulier. France, Martinique et Réunion et Drom (hors Mayotte) présentent une durée moyenne trimestrielle qui oscille autour d'une valeur moyenne variant peu au cours du temps. En Guyane, la durée des contrats, traditionnellement plus élevée que dans les autres Drom, a tendance à baisser continuellement depuis 2008. On observe néanmoins un sursaut en 2015. La Guadeloupe s'est distinguée entre 2013 et 2015 par une forte remontée de la durée des contrats achevés.

Avertissement

Au niveau national, une refonte de la chaîne de traitement de l'Intérim a été menée en 2014 à la Dares (Direction statistique du ministère du travail) afin que les travaux réalisés à Pôle emploi ou à la Dares à partir de la même source soient davantage convergents. Au niveau régional, pour la Martinique et les Drom en particulier, ces travaux n'ont pas eu d'incidence sur les données présentées. Le nombre de contrats conclus dans l'année, le volume d'emploi EETP et la durée moyenne des contrats achevés ont été identiques globalement pour 2014, 2013 et 2012 à ce qui aurait été présenté

sans refonte de la chaîne de traitement. Une note méthodologique de Pôle emploi et de la Dares évoque ces changements :

http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/Estimation_de_l_evolution_de_l_emploi_interiminaire_-_Note_methodologique.pdf

POUR EN SAVOIR PLUS

« L'intérim en Guadeloupe en 2016 », Dieccte Guadeloupe, juin 2017

« L'intérim en Guyane en 2016 », Dieccte Guyane, juin 2017

« L'emploi intérimaire en forte hausse au 4^{ème} trimestre 2016 », Dares indicateurs N°027, avril 2017

Les indicateurs statistiques relatifs à l'intérim calculés mensuellement, trimestriellement et annuellement sont également disponibles sur le site du Ministère du travail: <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/l-emploi-interiminaire>

Définitions

Chaque mois depuis 1995, les agences de travail temporaire transmettent à Pôle emploi un relevé des missions d'intérim réalisées. La DARES produit notamment le nombre de contrats d'intérim commencés dans le mois (données par trimestre ou année également disponibles), calcule les Equivalents Emplois à Temps Plein (EETP) ainsi que la durée moyenne des missions achevées dans le mois. Les données présentées dans cette publication font référence au département de l'agence d'intérim.

Contrats conclus (au cours d'une période) : missions dont la date de début appartient à la période considérée. Le nombre de contrats conclus mesure le flux d'entrées de l'emploi intérimaire dans la période.

Equivalent Emplois à Temps Plein (EETP) au cours d'une période :

rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires sur le nombre total de semaines ouvrées de la période. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés.

Taux de recours annuel à l'intérim : rapport du volume de l'emploi intérimaire annuel en EETP à l'emploi salarié privé de l'année. L'emploi salarié retenu ici est celui fourni par L'URSSAF trimestriellement dont on fait la moyenne (emploi salarié privé).

Le taux de recours annuel ainsi calculé est différent de celui qui figure dans les publications de la DARES pour le niveau national .

Nomenclature d'activité utilisée

La nomenclature d'activité française NAF 2008 rév.2 comporte cinq niveaux qui s'emboîtent parfaitement. Néanmoins, la nécessité de disposer de nomenclatures agrégées pour l'établissement de certaines statistiques et pour la diffusion s'est imposée au niveau international. C'est pourquoi trois niveaux supplémentaires (A 10, A 38 et A 64) ont été définis par les organismes internationaux. Ce dispositif a été complété par la France qui utilisera deux niveaux de plus (A 17 et A 129). Les données présentées dans cette étude par secteur d'activité sont ventilées en A 17.

Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Martinique

Direction :

Centre Delgrès- Route de la Pointe des sables
97200 Fort de France
Téléphone : 05.96.71.15.00
Télécopie : 05.96.71.15.10

Pôle C (Concurrence et Consommation) :

Hôtel des Finances
Route de Cluny,
97233 Schoelcher
Téléphone : 05.96.59.55.14

Directeur de la publication :
Monique Grimaldi

Réalisation Service Etudes, Statistique, Evaluation (SESE)
Guillaume Géran & Luc Batby

Courriel : 972.statistiques@dieccte.gouv.fr
Internet : www.martinique.dieccte.gouv.fr

